

LES LOCALITÉS DÉSIGNÉES EN ALBERTA

M. Jack Shields (Athabasca): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. La politique énergétique nationale a complètement détruit l'économie des localités albertaines de Bonnyville, Grande-Prairie, Swan Hills, Beaver Lodge, Drayton Valley, Two Hills, Vermilion, Lloydminster, Brooks, et Niskue. Étant donné que l'on projette d'accroître les fonds alloués à chaque circonscription dans le cadre du Programme canadien de développement communautaire, le ministre pourrait-il envisager d'aider particulièrement les collectivités victimes du programme énergétique national en vertu du programme relatif au développement du volet qu'il a annoncé hier?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, le député est trop érudit et trop avisé pour espérer faire avaler cela à la Chambre. Il sait pertinemment que les transformations du secteur énergétique ont un impact dans le monde entier et que...

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy:... les États-Unis d'Amérique, qui n'ont pas comme nous adopté une politique énergétique éclairée, sont aux prises à l'heure actuelle avec un ralentissement encore plus prononcé de leur industrie. Mais ce que nous proposons de faire grâce à nos programmes d'emploi, c'est d'examiner les zones, régions et localités du pays qui connaissent un ralentissement économique ou industriel et d'essayer de leur accorder une aide supplémentaire.

Si nous avons gardé 41 millions en réserve, c'est que nous voulions disposer d'un fonds spécial pour aider les régions aux prises avec d'urgents problèmes, auxquelles il faut accorder ce genre d'aide. Je serais évidemment très heureux, comme d'habitude, de m'entretenir avec le député d'Athabasca des problèmes qui assaillent sa circonscription.

* * *

L'INDUSTRIE

LES MISES À PIED DANS UNE ACIÉRIE DE L'OUEST

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le nombre des mises à pied prévues à l'International Steel and Pipe Company dans l'ouest du Canada atteint maintenant tout près de 1,000 et comme le ministre s'est entretenu avec des représentants patronaux et syndicaux qui lui ont fait un certain nombre de recommandations et lui ont notamment fait remarquer que, pour la Saskatchewan seulement, ces mises à pied à Regina auraient des répercussions directes et indirectes sur 2,000 autres emplois, ce qui équivaut à 54,000 mises à pied en Ontario et au Québec, le ministre peut-il nous dire comment il donnera suite aux recommandations de la compagnie et du syndicat et quand il s'entretiendra de nouveau avec eux pour leur faire connaître sa réponse?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'ai eu récemment une réunion très fructueuse avec les représentants de la direction et des travailleurs de l'Ipsco à Regina, et j'ai étudié de concert avec d'autres ministères les

Questions orales

recommandations contenues dans leur mémoire. Un certain nombre d'entre elles portent sur des questions de politique énergétique et de politique douanière et, comme je le leur ai dit, j'espère les revoir avant bien longtemps pour discuter de la suite à donner à leur mémoire.

• (1450)

ON DEMANDE DE SUPPRIMER LA DIMINUTION DES DROITS DE DOUANE DONT JOUISSENT LES PRODUITS MÉTALLURGIQUES

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur l'Orateur, Ipsco et trois autres sociétés canadiennes ont déjà déposé une plainte contre la Corée du Sud, l'Afrique du Sud, la Belgique et le Luxembourg qui font du dumping dans notre pays. Comme le gouvernement n'a fait aucune démarche auprès de ces pays avant que notre industrie métallurgique ne soit touchée, pendant qu'il flagornera le dictateur militaire de la Corée du Sud qui doit venir en visite au Canada sous peu, présentera-t-il des instances, des exigences ou encore des ultimatum au président de ce pays, dans le but de supprimer la diminution de droits de douane de 6 p. 100 dont jouissent les produits métallurgiques exportés par la Corée du Sud au Canada? D'autre part, appliquera-t-il les mêmes sanctions à tous les autres pays qui font du dumping au Canada?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je serai heureux de communiquer au ministre des Finances les instances du député. En ce qui concerne l'enquête anti-dumping, les responsables du ministère du Revenu national s'en occuperont certainement aussi fermement et activement que possible.

* * *

L'EMPLOI

LE PROGRAMME DE CRÉATION DIRECTE D'EMPLOIS—LA DISPONIBILITÉ DES FORMULES DE DEMANDE

M. Maurice Foster (Algora): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Hier, le ministre a annoncé un programme d'emploi direct de 300 millions de dollars pour l'hiver prochain. Étant donné qu'il est urgent de créer ces emplois à l'automne et pendant les mois d'hiver et qu'il faut du temps aux tribus indiennes et aux municipalités pour préparer les demandes concernant le programme de développement communautaire, le ministre peut-il nous dire quand les formules de demande seront prêtes et vers quelle date ces projets pourront commencer en automne?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, les formulaires de demande seront prêts vers la mi-août. Nous espérons recevoir toutes les demandes d'ici la date limite, le 30 septembre, afin que les projets puissent entrer en vigueur dès qu'ils seront approuvés. Je tiens à signaler au député, pour ce qui est des tribus et des organismes d'autochtones, que nous sommes prêts à accepter leurs candidatures à l'avance afin de pouvoir lancer les projets avant que la saison de construction ne prenne fin. S'il veut bien me soumettre ces demandes, nous leur accorderons l'attention qu'elles méritent.